



**NOTICE EXPLICATIVE DU DOSSIER DE MISE
A ENQUETE PUBLIQUE DU ZONAGE
D'ASSAINISSEMENT**

RAPPORT

**COMMUNE DE SAINT NIZIER
DU MOUCHEROTTE**

COOPERATIVE A.T.EAU

A.T.EAU soutenue par



Département de l'Isère

Février 2014

COOPERATIVE A.T.EAU

SOMMAIRE

Page

1. OBJECTIFS

1

2. ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

3

2.1 Le plan de zonage d'assainissement 3

2.2 Zone d'assainissement collectif 3

2.2.1 Contexte réglementaire 4

2.2.2 Règlement d'assainissement collectif 5

2.2.3 Choix de la collectivité 5

2.2.4 Organisation du service d'assainissement collectif 6

2.3 Zone d'assainissement non collectif 7

2.3.1 Données générales sur l'assainissement non collectif 7

2.3.1.1 Contexte réglementaire 7

2.3.1.2 Prétraitement 7

2.3.1.3 Epuration et évacuation 8

2.3.2 Choix de la collectivité 9

2.3.3 Evolution future des secteurs concernés par l'assainissement non collectif 14

2.3.4 Organisation du service d'assainissement non collectif 14

2.3.5 Coûts de l'assainissement non collectif 15

2.3.5.1 Investissement et fonctionnement 15

2.3.5.2 Répercussions financières 16

2.3.5.3 Les aides publiques potentielles 16

3. IMPACT DU SCENARIO RETENU SUR LE PRIX DE L'EAU

17

4. GESTION DE L'EVACUATION DES EAUX PLUVIALES

19

4.1 Données générales 19

COOPERATIVE A.T.EAU

<u>4.1.1 Zone d'assainissement collectif</u>	19
<u>4.1.2 Zone d'assainissement non collectif</u>	19
4.2 Secteurs exposés aux risques de glissement de terrain	20
4.3 Autres secteurs	20
5. CONCLUSION	21
6. LISTE DES PLANS ET DOCUMENTS	22

COOPERATIVE A.T.EAU

1. OBJECTIFS

L'article 54 de la Loi sur l'Eau du 30 décembre 2006, codifié par l'article L. 2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, impose à la collectivité compétente en matière d'assainissement de délimiter, après enquête publique, les zones d'assainissement collectif et les zones d'assainissement non collectif en précisant :

- **Le périmètre d'assainissement collectif** où la collectivité doit assurer la collecte, l'épuration et le rejet au milieu naturel des eaux usées domestiques. La commune devra également se charger de la gestion, de la valorisation et du stockage des boues excédentaires d'épuration issues du traitement.
- **Les zones d'assainissement non collectif** où la collectivité est tenue d'assurer le contrôle des installations d'assainissement autonome et, si elle le décide, le traitement des matières de vidange, et à la demande du propriétaire, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif.

Sur la commune de SAINT NIZIER DU MOUCHEROTTE, le service de l'assainissement collectif et non collectif est géré en majeure partie en régie directe et s'organise de la façon suivante :

- Assainissement collectif :
 - La collecte et le transport, sur le territoire communal, sont gérées en régie directe par la commune de Saint Nizier du Moucherotte ;
 - Le réseau communal est raccordé à un collecteur de transport appartenant à la Régie d'assainissement de Grenoble Alpes Métropole (au niveau de la commune de Seyssinet Pariset) ;
 - Le traitement des effluents est assuré par AQUAPOLE, station d'épuration de la communauté d'Agglomération Grenoble Alpes Métropole ;
- Assainissement non collectif :
 - La commune de Saint Nizier du Moucherotte a mis en place un SPANC, service public de l'assainissement non collectif géré en régie directe avec l'aide d'un prestataire pour l'exécution des contrôles des installations individuelles d'assainissement.

Le présent dossier d'enquête publique, qui concerne la commune de SAINT NIZIER DU MOUCHEROTTE, dans l'Isère, s'inscrit dans ce cadre réglementaire et comprend :

- Un projet de carte des zones d'assainissement de la commune.
- Une notice justifiant le zonage ainsi envisagé.
- La carte d'aptitude des sols à l'assainissement individuel.
- Le schéma directeur d'assainissement.

Ces documents ont été élaborés dans le cadre du schéma directeur d'assainissement de la commune. Les principales étapes de cette étude ont été les suivantes :

- Etat des lieux et diagnostic de l'existant.
- Elaboration et comparaison des scénarios d'assainissement sur les zones non raccordées.

COOPERATIVE A.T.EAU

- Amélioration des systèmes d'assainissement collectifs existants.

A l'issue de cette étude, la commune a établi le projet de zonage d'assainissement qui doit être soumis à enquête publique. Le dossier complet comprend les éléments suivants :

✓ **Phase 1 : étude comparative des différents scénarios (1^{ère} phase de l'étude du schéma directeur d'assainissement)**

- Aptitude des sols à l'assainissement non collectif.
- Prise en compte des contraintes réglementaires.
- Elaboration des scénarios d'assainissement.

✓ **Phase 2 : le schéma directeur d'assainissement (2^{ème} phase de l'étude du schéma directeur d'assainissement)**

- Présentation du scénario retenu et des orientations prises.
- Zonage d'assainissement.

✓ **Phase 3 : le schéma directeur de gestion des eaux pluviales**

- Présentation de la commune (géographie, démographie, milieu naturel, contraintes de l'habitat, économie...).
- Etat actuel des dispositifs de collecte des eaux pluviales.
- Elaboration des scénarios de gestion des eaux pluviales.
- Présentation du scénario retenu et des orientations prises.

L'ensemble de ces documents permet d'appréhender le contexte global de l'assainissement et de la gestion des eaux pluviales sur la commune de SAINT NIZIER DU MOUCHEROTTE et d'éclairer les choix proposés pour le zonage. Ils sont en conséquence mis à la disposition du public par la collectivité, pour que chacun puisse formuler ses remarques et observations à l'occasion de cette enquête.

2. ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

2.1 Le plan de zonage d'assainissement

Le tracé du périmètre est établi sur la carte du territoire annexée au PLU (plan de zonage joint à la présente note). Il s'agit d'un document soumis à enquête publique. **Lorsque le plan de zonage est approuvé, il constitue une pièce importante opposable aux tiers.**

En effet, toute attribution nouvelle de document d'urbanisme sur la commune tiendra compte du plan de zonage d'assainissement. La gestion collective ou autonome des eaux usées sera donc définie pour les nouveaux permis de construire.

2.2 Zone d'assainissement collectif

2.2.1 Contexte réglementaire

A l'issue de la première étape de l'étude du schéma directeur (étude des scénarios), la commune de SAINT NIZIER DU MOUCHEROTTE a défini les zones d'assainissement collectif en tenant compte **des contraintes techniques et économiques** des différents scénarios envisagés.

Une remarque préalable sur la portée du zonage d'assainissement doit être apportée (extrait de la circulaire du 22 mai 1997) :

« La délimitation des zones relevant de l'assainissement collectif ou non collectif, n'a pas pour effet de rendre ces zones constructibles. Ainsi, le classement d'une zone en zone d'assainissement collectif a simplement pour effet de déterminer le mode d'assainissement qui sera retenu et ne peut avoir pour effet :

- Ni d'éviter au pétitionnaire de réaliser une installation d'assainissement individuel conforme à la réglementation dans le cas où la date de livraison des constructions est antérieure à la date de desserte des parcelles par le réseau d'assainissement.
- Ni d'exonérer les travaux de mise aux normes de l'ANC sous 4 ans si le dispositif existant présente un risque pour la santé ou l'environnement (arrêtés CT de 2012) et sous 1 an en cas de vente.
- Ni de constituer un droit pour les propriétaires des parcelles concernées et les constructeurs qui viennent y réaliser des opérations, à obtenir gratuitement la réalisation des équipements publics d'assainissement individuel nécessaire à leur desserte. »

La loi sur l'eau n°2006-1772 du 30 décembre 2006 contraint la collectivité compétente en matière d'assainissement (la commune de Saint Nizier du Moucherotte) à certaines obligations par rapport au système d'assainissement :

- La collectivité assure le contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites. (*Loi n° 2006-1772 codifié par l'article L. 2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales*).

COOPERATIVE A.T.EAU

- Pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte, la collectivité assure le contrôle des installations d'assainissement non collectif. Cette mission de contrôle est effectuée soit par une vérification de la conception et de l'exécution des installations réalisées ou réhabilitées, soit par un diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien pour les autres installations, établissant, si nécessaire, une liste des travaux à effectuer. (*Loi n° 2006-1772 codifié par l'article L. 2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales*).
- Depuis le 1^{er} janvier 2011, en application de l'article L 271-4 du code de la construction et de l'habitation, le vendeur d'un logement équipé d'une installation d'assainissement non collectif doit fournir, dans le dossier du diagnostic immobilier joint à tout acte (ou promesse) de vente, un rapport de visite daté de moins de 3 ans délivré par le SPANC, informant l'acquéreur de l'état de l'installation. Si l'installation est non conforme le nouvel acquéreur dispose d'un an pour réaliser les travaux.
- Les eaux entrant dans un système de collecte des eaux usées doivent, sauf dans le cas de situations inhabituelles, notamment celles dues à de fortes pluies, être soumises à un traitement avant d'être rejetées dans le milieu naturel, dans les conditions fixées aux articles R.2224-12 à R.2224-17 du Code Général des Collectivités Territoriales (*Article R. 2224-11 du Code Général des Collectivités Territoriales*).
- Dans les agglomérations d'assainissement dont la population et les activités économiques produisent des eaux usées dont la charge brute de pollution organique est inférieure à 120 kg par jour, le traitement mentionné à l'article R. 2224-11 doit permettre de respecter les objectifs de qualité applicables aux eaux réceptrices par le décret n°31-1283 du 19 décembre 1991, par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin auquel appartiennent ces agglomérations et, le cas échéant, par le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (*Article R. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales*).
- Le raccordement des immeubles aux réseaux publics de collecte disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique à laquelle ces immeubles ont accès soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, est obligatoire dans le délai de deux ans à compter de la mise en service du réseau public de collecte (*Article L. 1331-1 du Code de la Santé Publique*).
- Tout déversement d'eaux usées, autres que domestiques, dans le réseau public de collecte doit être préalablement autorisé par le maire ou le président de l'établissement public compétent en matière de collecte à l'endroit du déversement si les pouvoirs de police des maires des communes membres lui ont été transférés.... » (*Article L1331-10 du code de la santé publique modifié par la loi sur l'eau du 30 décembre 2006*).

L'ensemble de ces obligations est géré par des prescriptions administratives et techniques. Les installations d'assainissement font l'objet d'une autorisation ou d'une déclaration selon la nomenclature définie dans le décret 2006-881 du 17 juillet 2006, rubriques :

- 2.1.1.0. : Station d'épuration.
- 2.1.2.0. : Déversoirs d'orage.
- 2.1.3.0. : épandage des boues.
- 2.1.5.0. : Rejet d'eaux pluviales.
- 2.2.1.0. : Rejet dans les eaux douces superficielles.

Les dossiers d'autorisation sont complétés par un document d'incidence et soumis à enquête publique.

COOPERATIVE A.T.EAU

2.2.2 Règlement d'assainissement collectif

Les droits et devoirs des usagers de l'assainissement collectif doivent être précisés dans le règlement local de l'assainissement.

Ce document définit en particulier les rejets autorisés selon la nature du réseau et de l'installation de traitement final.

Les industriels et apparentés peuvent constituer des exceptions compte tenu de la nature et du volume des effluents rejetés. Dans ce cas, il est tout à fait indispensable de définir les conditions de raccordement pour la mise en place d'une « Convention de rejet » entre l'industriel d'une part, et le(les) maître(s) d'ouvrage des réseaux et de la station d'épuration d'autre part.

Pour les établissements relevant des installations classées pour la protection de l'environnement, la réglementation définit exactement le cadre de la négociation de ces conventions.

Pour SAINT NIZIER DU MOUCHEROTTE, les abonnés à l'assainissement collectif sont soumis au règlement de la commune joint en annexe.

2.2.3 Choix de la collectivité

Les élus de la commune de SAINT NIZIER DU MOUCHEROTTE, ont approuvé **le périmètre d'assainissement collectif** qui comprend tous les secteurs urbanisés et urbanisables déjà desservis par un réseau de collecte ou à proximité, et les secteurs en assainissement non collectif, dont le raccordement se justifie d'un point de vue économique, technique, environnemental et de salubrité publique.

A savoir :

- Le Village.
- La Chaussère.
- Les Bruyères.
- Les Deveys.
- Les Michallons Haut et Bas.
- Les Charvets.
- Toutes les habitations isolées, réparties sur le territoire communal et déjà desservies par un réseau de collecte.
- Toutes les parcelles désignées comme constructibles à court ou moyen terme dans le PLU, se situant à proximité des secteurs déjà desservis par un réseau de collecte (voir carte de zonage d'assainissement) où se situant à proximité.

Ces secteurs disposent de collecteurs d'eaux usées et parfois de collecteurs d'eaux pluviales.

Les bâtis concernés par l'assainissement collectif apparaissent en jaune sur la carte de zonage du territoire.

COOPERATIVE A.T.EAU

2.2.4 Organisation du service d'assainissement collectif

Ce service public à caractère industriel et commercial (art. L.2224-8 à 12 du CGCT, Circ. 22/05/97) est financé par une redevance correspondant au coût du service rendu (égalité des usagers devant le service).

Plusieurs précisions sont indiquées quant au fonctionnement de ce service :

- Les abonnés dépendent du service public de l'assainissement collectif dès lors que le réseau d'assainissement communal dessert leur parcelle.
- La partie privée du branchement à réaliser (du logement jusqu'à la « boîte de branchement ») est à la charge du propriétaire.
- Les abonnés desservis par les réseaux d'assainissement ont l'obligation de se raccorder. Un délai maximum de deux années peut être accordé aux abonnés nouvellement desservis ne disposant pas d'une installation d'assainissement non collectif conforme. Le délai est porté à 10 ans en cas d'installation d'assainissement autonome conforme. Après ce délai, une majoration de la redevance assainissement collectif pourra être appliquée, puis une mise en demeure.
- Seules les eaux usées domestiques (eaux vannes et eaux ménagères) sont raccordables dans le cas de réseaux d'assainissement collectif dits séparatifs. Les eaux pluviales ne sont acceptées que dans les canalisations d'eaux pluviales. Le raccordement d'eaux usées issues de processus industriels ou agricoles est soumis à convention et rarement possible.

2.3 Zone d'assainissement non collectif

2.3.1 Données générales sur l'assainissement non collectif

2.3.1.1 Contexte réglementaire

« Peuvent être placées en zones d'assainissement non collectif les parties du territoire d'une commune dans lesquelles l'installation d'un système de collecte des eaux usées ne se justifie pas, soit parce qu'elle ne présente pas d'intérêt pour l'environnement et la salubrité publique, soit parce que son coût serait excessif. » (extrait du Code Général des Collectivités Territoriales, article R. 2224-7).

La collectivité a alors un devoir de contrôle sur les ouvrages d'assainissement individuel via un Service Public d'Assainissement Collectif (SPANC). Le propriétaire a le devoir de mettre en conformité ses équipements et de les entretenir régulièrement.

Les assainissements non collectifs sont régis par **les arrêtés du 27 Avril 2012 et du 07 Mars 2012**, dont les modalités d'application ont été reprises par la norme AFNOR XP DTU 64.1. Ils doivent assurer l'épuration et l'évacuation des eaux usées d'origine domestique. Dans tous les cas, ils comprennent au minimum :

- Un dispositif de prétraitement constitué au minimum par une fosse septique toutes eaux (ou une fosse septique et un bac à graisses).
- Un dispositif de traitement et d'évacuation, fonction des conditions de sol et de relief.

Notons en outre que pour SAINT NIZIER DU MOUCHEROTTE, les abonnés à l'assainissement individuel sont soumis à un règlement communal, le règlement du service public de l'assainissement non collectif (règlement joint à la présente note).

2.3.1.2 Prétraitement

La « fosse septique toutes eaux » recueille les eaux vannes (W-C) et les eaux ménagères. Son volume est d'au moins 3 m³ pour les logements jusqu'aux 5 pièces, il est augmenté de 1 m³ par pièce supplémentaire.

Il s'y déroule deux types de phénomènes :

- un phénomène physique de clarification par décantation des matières en suspension les plus lourdes (boues) et dégraissage par flottation (les graisses rendues par les eaux forment en se refroidissant une croûte en surface).
- un phénomène chimique avec digestion anaérobie des boues (début de dégradation de la charge organique).

La « fosse septique toutes eaux » assure uniquement un prétraitement nécessaire au bon fonctionnement du système d'épuration. Pour que la fosse soit efficace, les eaux usées doivent y séjourner assez longtemps. Son volume est prévu pour que les eaux usées d'une famille moyenne y séjournent au moins 3 jours. Elle doit être contrôlée et vidangée tous les 8 ans. En effet, les boues et graisses diminuent son volume utile ; si celui-ci est trop réduit, les eaux usées sortant de la fosse risquent d'être trop chargées en graisse et en matières en suspension qui peuvent colmater le dispositif d'épandage.

Il existe d'autres systèmes de prétraitement qui doivent cependant bénéficier des agréments nécessaires.

COOPERATIVE A.T.EAU

La « fosse septique eaux vannes » ne recevant que les eaux de W-C, est admise exceptionnellement dans le cas de rénovation d'installations anciennes, si elle est complétée par un bac séparateur à graisses pour les eaux ménagères.

Le préfiltre a pour rôle de limiter les conséquences d'un relargage accidentel de matières en suspension en quantité importante suite à un dysfonctionnement hydraulique. Il présente également l'intérêt d'éviter le départ de particules isolées de densité proche de 1, susceptibles d'obturer les orifices situés en aval. Il doit pouvoir être nettoyé sans occasionner de départ de boues vers le massif filtrant.

2.3.1.3 Epuration et évacuation

La filière classique est un épandage souterrain constitué par des tranchées filtrantes, lorsque les conditions de sol (profondeur, perméabilité, absence de nappe) et de relief le permettent. Il assure l'épuration et l'évacuation des effluents.

Les tranchées filtrantes peuvent être remplacées par divers dispositifs pour pallier certaines contraintes du sol (tertre filtrant, sol reconstitué, filtre à sable drainant). Ces dispositifs n'assurent que la fonction traitement. Ils nécessitent donc un dispositif d'évacuation des eaux (puits d'infiltration ou rejet vers le réseau hydrographique).

Les puits d'infiltration ne sont que des procédés d'évacuation, sans épuration, et ne peuvent être utilisés qu'à la sortie d'un dispositif de type filtre à sable drainé après autorisation préfectorale.

La figure page suivante, présente l'exemple d'une filière d'assainissement non collectif avec épandage en tranchées. Quelques règles d'implantation doivent être respectées. L'épandage est implanté hors des zones de circulation et de stationnement de tout véhicule (engin agricole, camion, voiture,...), hors cultures, plantations et zones de stockage de charges lourdes. La partie superficielle du traitement doit rester perméable à l'eau et à l'air.

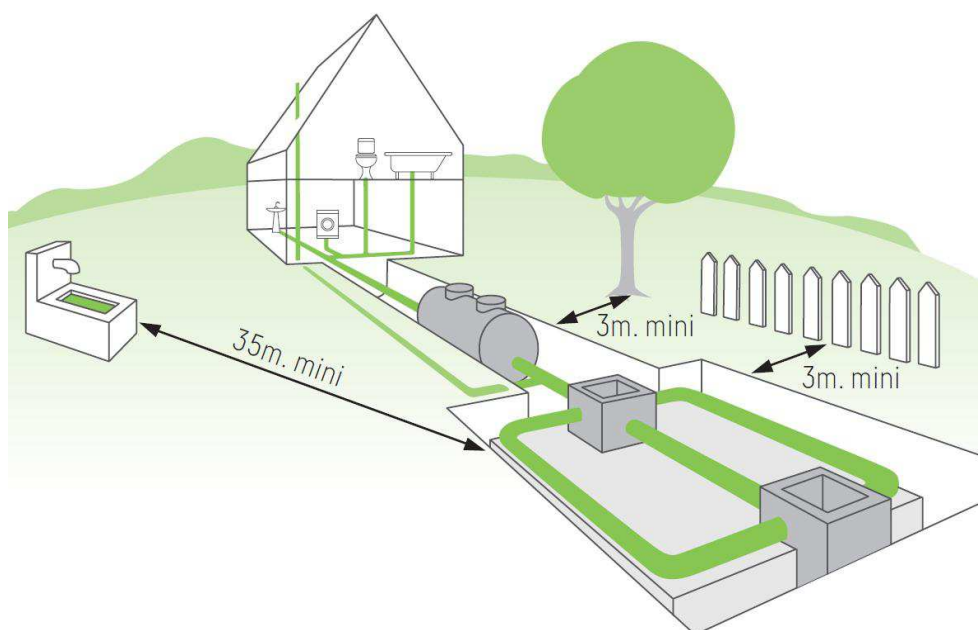
Il existe d'autres filières réglementaires (selon les arrêtés du 07/09/2009 et du 07/03/2012) qui sont :

- les filtres à sable drainés et non drainés à écoulement vertical.
- Le filtre à sable drainé à écoulement horizontal.
- Les tertres d'infiltration drainés et non drainés.
- Le filtre compact à zéolite.

Notons aussi l'existence de filières agréées par le ministère de l'environnement suite à des protocoles définis par les annexes N° 2 et N° 3 de l'arrêté du 07/09/2009.

COOPERATIVE A.T.EAU

Conditions d'implantation d'une filière d'assainissement non collectif avec épandage en tranchées.



Doc. Régie d'assainissement Grenoble Alpes Métropole.

2.3.2 Choix de la collectivité

Tous les secteurs urbanisés non desservis par un réseau de collecte pour lesquels :

- Le choix de la mise en place d'un réseau de collecte ne se justifiait pas d'un point de vue économique, technique, environnemental et/ou de salubrité publique.
- Des solutions viables pour l'assainissement individuel ont été proposées et validées par la collectivité.
- Les projets de développement et d'urbanisation sont inexistants ou réduits à court ou moyen terme.

Sont classés en zone d'assainissement non collectif :

- Charvet.
- Le Mollard.
- Les Roux.
- Rochetière.
- Le Devier / La Tour.
- Les Volants.
- Les Girauds.
- Toutes les habitations dispersées et/ou isolées sur le territoire communal qui ne sont pas desservies par un réseau de collecte des eaux usées.

Les bâtis concernés par l'assainissement non collectif apparaissent en vert sur la carte de zonage du territoire.

COOPERATIVE A.T.EAU

➤ Concernant Charvet :

- Le lieudit Charvet est composé de 3 habitations seulement, avec une population permanente estimée à 10 habitants maximum.
- Ce secteur est isolé des autres secteurs urbanisés de la commune (à plusieurs centaines de mètres de "Les Charvets").
- La création d'un réseau de collecte et de transit pour rejoindre le réseau existant au lieudit "Les Charvets" n'est pas envisageable économiquement pour le peu d'habitations concernées (plusieurs centaines de mètres de réseau). Le projet n'a pas été chiffré.
- Compte tenu du faible nombre d'habitations sur le secteur, il n'a pas été envisagé non plus de créer un réseau de collecte avec la mise en place d'un traitement collectif in situ.
- Aucun projet d'urbanisation n'est prévu sur le secteur à court ou moyen terme.
- L'étude de sols a révélé que les caractéristiques géologiques des terrains étaient plutôt favorables à l'assainissement par l'infiltration. Des solutions d'assainissement individuelles sont donc envisageables sur ce secteur.

Compte tenu de ces éléments, le raccordement de ce secteur au réseau collectif ou la création d'une unité de traitement in situ ne se justifient pas.

➤ Concernant Le Mollard :

- Le secteur regroupe 8 à 10 abonnés maximum.
- Un scénario de raccordement* au réseau existant sur "Les Charvets" a été proposé. Les difficultés techniques de sa mise en œuvre, ainsi que les coûts d'investissements et de fonctionnement ne se justifient pas, d'autant plus que le secteur ne sera pas développé dans les années à venir au niveau urbanisation.

* Rappel :

Coût du projet de raccordement du secteur du Mollard au réseau de "Les Charvets" (voir description page 18 du rapport schéma directeur d'assainissement) : 185 000 € HT (chiffage de 2005 non réactualisé).

Soit, un investissement de 18 500 € HT / habitation en moyenne.

- Le coût d'extension du réseau collectif est élevé.
- De même, le coût du raccordement pour les particulier est élevé (droit de raccordement + pompes individuelles de relevage pour certains...).
- Le tracé envisagé du futur collecteur passe par des parcelles privées difficiles d'accès ; ce qui implique des complications pour l'entretien futur du réseau.
- L'étude de sols a révélé des caractéristiques géologiques des terrains plutôt favorables à l'assainissement par l'infiltration. Des solutions d'assainissement individuelles sont donc envisageables sur ce secteur.
- Il est donc envisageable pour les pétitionnaires de proposer une réhabilitation de leurs filières pour les rendre conformes.
- Aucun problème de salubrité publique ou environnemental n'a été rencontré lors des différentes visites ou enquête menées au court de l'étude, bien que les installations soient pour la plupart non conformes et/ou incomplètes voire inexistantes.

Compte tenu de ces éléments, le raccordement de ce secteur au réseau collectif ou la création d'une unité de traitement in situ ne se justifient pas.

COOPERATIVE A.T.EAU

➤ Concernant Les Roux :

- Le lieudit Les Roux est composé de cinq habitations seulement avec une population permanente estimée à une dizaine d'habitants maximum.
- Les habitations ne sont pas desservies par un réseau de collecte d'eaux usées.
- Situé au creux d'une combe, ce secteur est particulièrement isolé des autres secteurs urbanisés.
- Aucun projet d'urbanisation n'est prévu sur le secteur à court ou moyen terme.
- Toutes les habitations disposent d'une installation d'assainissement non collectif.
- L'étude de sols a révélé des caractéristiques géologiques des terrains plutôt favorables à l'assainissement par l'infiltration. Des solutions d'assainissement individuelles sont donc envisageables sur ce secteur.
- Il est donc envisageable pour les pétitionnaires de proposer une réhabilitation de leurs filières pour les rendre conformes.
- Aucun problème de salubrité publique ou environnemental n'a été rencontré lors des différentes visites ou enquête menées au cours de l'étude, bien que les installations soient pour la plupart non conformes et/ou incomplètes voire inexistantes.

Compte tenu de ces éléments, le raccordement de ce secteur au réseau collectif ou la création d'une unité de traitement in situ ne se justifient pas.

➤ Concernant Rochetière :

- Le lieudit Rochetière est composé d'une trentaine d'habitations plus ou moins dispersées les unes des autres.
- Ces habitations ne sont pas desservies par un réseau de collecte d'eaux usées.
- Ce hameau est assez éloigné du réseau existant.
- Toutefois, un scénario de raccordement* au réseau existant au niveau du hameau "Les Bruyères" a été proposé. Les difficultés techniques de sa mise en œuvre (plusieurs postes de relevage à prévoir), ainsi que les coûts d'investissements et de fonctionnement ne se justifient pas, d'autant plus que les projets d'urbanisation dans les années à venir sont relativement restreints sur le secteur.

* Rappel :

Coût du projet de raccordement du secteur de Rochetière au réseau de "Les Bruyères" (voir description page 25 du rapport schéma directeur d'assainissement) : 367 950 € HT (chiffage de 2005 non réactualisé).

Soit, un investissement de 12 265 € HT / habitation en moyenne.

- La collecte de l'ensemble des habitations nécessiterait la mise en place de plusieurs postes de relevage qui engendrerait des coûts de fonctionnement et de gestion non négligeables (5 000 € HT / an).
- L'étude de la mise en place d'une unité de traitement collective in situ n'a pas été souhaitée.
- L'étude de sols a révélé des caractéristiques géologiques des terrains plutôt favorables à l'assainissement par l'infiltration. Des solutions d'assainissement individuelles sont donc envisageables sur ce secteur.
- Il est donc envisageable pour les pétitionnaires de proposer une réhabilitation de leurs filières pour les rendre conformes.

COOPERATIVE A.T.EAU

- Aucun problème de salubrité publique ou environnemental n'a été rencontré lors des différentes visites ou enquête menées au court de l'étude, bien que les installations soient pour la plupart non conformes et/ou incomplètes voire inexistantes.

Compte tenu de ces éléments, le raccordement de ce secteur au réseau collectif ou la création d'une unité de traitement in situ ne se justifient pas.

➤ Concernant Le Devier – La Tour :

- Ce secteur est composé d'une dizaine habitations, ainsi que d'un centre de vacances (propriété de la ville de Fontaine) pouvant accueillir une cinquantaine d'enfants. La population permanente est estimée à une trentaine d'habitants maximum.
- Un scénario de raccordement* au réseau existant du Village via Mollaroux a été proposé. Les difficultés techniques de sa mise en œuvre (plusieurs postes de relevage à prévoir), ainsi que les coûts d'investissements et de fonctionnement ne se justifient pas, d'autant plus que les projets d'urbanisation dans les années à venir sont relativement restreints sur le secteur.

* Rappel :

Coût du projet de raccordement du secteur Le Devier – La Tour au réseau du Village (voir description page 36 du rapport schéma directeur d'assainissement) : 100 975 € HT (chiffage de 2005 non réactualisé).

Soit, un investissement de 10 097.50 € HT / habitation.

- Les coûts d'extension du réseau de collecte sont élevés.
- Ce projet collectif nécessiterait la mise en place de plusieurs postes de relevage qui engendrerait des coûts de fonctionnement et de gestion non négligeables (5 000 € HT / an).
- L'étude de la mise en place d'une unité de traitement collective in situ n'a pas été souhaitée.
- Le diagnostic des installations d'assainissement non collectif effectué sur ce secteur a mis en évidence des installations qui fonctionnent plutôt bien et qui donnent satisfaction à leurs usagers.
- Le centre de Vacances, qui appartient à la Ville de Fontaine, dispose de sa propre station d'épuration. Bien que son fonctionnement soit loin d'être parfait, il existe des possibilités pour améliorer le système.
- Aucun problème de salubrité publique ou environnemental n'a été rencontré lors des différentes visites ou enquête menées au court de l'étude.
- L'étude de sols a révélé des caractéristiques géologiques des terrains plus ou moins favorables à l'assainissement par l'infiltration. Des solutions d'assainissement individuelles sont toutefois envisageables y compris pour le centre de vacances qui constitue un enjeu environnemental non négligeable.
- Il est donc envisageable pour les pétitionnaires de proposer une réhabilitation de leurs filières pour les rendre conformes et fonctionnelles.

Compte tenu de ces éléments, le raccordement de ce secteur au réseau collectif ou la création d'une unité de traitement in situ ne se justifient pas.

COOPERATIVE A.T.EAU

➤ Concernant Les Volants :

- Ce secteur compte une quinzaine d'habitations relativement dispersées.
- Ce secteur n'est pas desservi par un réseau de collecte d'eaux usées.
- La création d'un réseau de collecte et de transit pour rejoindre le réseau existant ne se justifie pas économiquement et techniquement (linéaire important, habitations dispersées, nécessité de mettre en place un poste de relevage...).
- L'étude de la mise en place d'une unité de traitement collective in situ n'a pas été souhaitée.
- Aucun projet d'urbanisation n'est prévu sur le secteur à court ou moyen terme.
- Le diagnostic des installations d'assainissement non collectif effectué sur ce secteur a mis en évidence des installations qui fonctionnent plutôt bien et qui donnent satisfaction à leurs usagers.
- L'étude de sols a révélé que les terrains étaient plutôt favorables à l'infiltration des effluents. Les terrains sont donc aptes à la mise en place de filières de traitement individuel.
- Pour les terrains moins perméables des solutions individuelles avec rejet aux ruisseaux après traitement semblent envisageables.
- Il est donc envisageable pour les pétitionnaires de proposer une réhabilitation de leurs filières pour les rendre conformes et fonctionnelles.

Compte tenu de ces éléments, le raccordement de ce secteur au réseau collectif ou la création d'une unité de traitement in situ ne se justifient pas.

➤ Concernant Les Girauds :

- Ce secteur à la limite communale avec Lans En Vercors compte une quinzaine d'habitations plus ou moins dispersées.
- Ce secteur n'est pas desservi par un réseau de collecte d'eaux usées.
- La création d'un réseau de collecte et de transit pour rejoindre le réseau existant ne se justifie pas économiquement et techniquement (linéaire important, habitations dispersées, nécessité de mettre en place plusieurs postes de relevage...).
- L'étude de la mise en place d'une unité de traitement collective in situ n'a pas été souhaitée.
- Aucun projet d'urbanisation n'est prévu sur le secteur à court ou moyen terme.
- L'étude de sols a révélé que les terrains étaient plutôt favorables à l'infiltration des effluents. Les terrains sont donc aptes à la mise en place de filières de traitement individuel.
- Il est donc envisageable pour les pétitionnaires de proposer une réhabilitation de leurs filières pour les rendre conformes et fonctionnelles.

COOPERATIVE A.T.EAU

2.3.3 Evolution future des secteurs concernés par l'assainissement non collectif

En l'état actuel, le raccordement des habitations des secteurs énumérés précédemment n'est pas envisagé (pas d'intérêt économique, technique, environnemental et salubrité publique). Toutefois, à l'avenir, certaines nouvelles données pourront modifier ce choix, notamment si :

- Les diagnostics des installations d'assainissement autonome qui seront réalisés dans le cadre du SPANC (Service Public pour l'Assainissement Non Collectif) révèlent d'importants dysfonctionnements ou l'impossibilité de mettre en place une filière pérenne ; ce qui ne semble pas être le cas au vu des conclusions de l'étude des sols menée dans la cadre du schéma directeur.
- Des données plus précises sur les risques de glissement de terrain viennent compromettre les possibilités d'infiltration des effluents.

Notons également que pour ces secteurs, la solution choisie résulte de la comparaison technique et économique des différents choix possibles. La solution de l'assainissement non collectif est donc justifié par :

- Un réseau d'assainissement collectif trop éloigné (coût du raccordement rapporté au nombre d'habitations raccordées trop important).
- Une faible densité de l'habitat.
- Des perspectives d'urbanisation quasiment nulles sur les différents secteurs étudiés,
- Peu de nuisances avérées en situation actuelle.

2.3.4 Organisation du service d'assainissement non collectif

La Loi sur l'eau du 30 décembre 2006 transmet aux communes ou groupements de communes des attributions nouvelles en termes de contrôle de l'assainissement non collectif.

Un Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC) a été mis en place à l'échelle communale par délibération le 24 février 2011. Les tâches qui lui sont dévolues sont les suivantes :

- contrôle technique des dispositifs d'assainissement non collectif traitant les eaux usées domestiques (ni industrielles, ni agricoles).
- vérification technique de la conception, l'implantation et la bonne exécution (avant remblaiement) des ouvrages.
- vérification périodique du bon fonctionnement :
 - ✓ bon état des ouvrages.
 - ✓ bon écoulement des effluents jusqu'au traitement.
 - ✓ accumulation normale des boues dans la fosse septique ou fosse septique toutes eaux.
 - ✓ contrôle de la qualité du rejet le cas échéant éventuellement entretien : organisation et prise en charge collective des coûts d'entretien des ouvrages si les élus le décident.
- Diagnostics liés aux ventes immobilières.

COOPERATIVE A.T.EAU

Le SPANC est un service public à caractère industriel et commercial (art. L.2224-8 à 12 du Code Général des Collectivités Territoriales). A ce titre, il est financé par une redevance correspondant au coût du service rendu (égalité des usagers devant le service).

Le SPANC a pour mission d'assurer un contrôle technique, il ne constitue pas une police administrative (propre au Maire). Dans le cas de la commune de SAINT NIZIER DU MOUCHEROTTE, la compétence assainissement non collectif est gérée au niveau communal.

Ce service est un service Public industriel et Commercial (SPIC) et doit donc s'équilibrer en recettes et dépenses. Les charges du service sont essentiellement constituées de frais de personnel. Les recettes du service comprennent :

- Le contrôle du neuf :
 - ✓ Contrôle de conception-implantation : montant forfaitaire par opération de contrôle, 70.00 € HT (par délibération du conseil municipal du 30/06/2011),
 - ✓ Contrôle de bonne exécution des travaux : montant forfaitaire par opération de contrôle, 130.00 € HT (par délibération du conseil municipal du 30/06/2011),
 - ✓ Contrôle de diagnostic (premier contrôle effectué avec plan schématique de l'installation) : montant forfaitaire par opération de contrôle, 115.00 € HT (par délibération du conseil municipal du 30/06/2011),
 - ✓ Le contrôle de bon fonctionnement et d'entretien : montant forfaitaire par opération de contrôle, 95.00 € HT (par délibération du conseil municipal du 30/06/2011),
- Contrôle des installations existantes dans le cadre d'une vente immobilière* :
 - ✓ Avis administratif (sur documents pour les opérations récentes) : montant forfaitaire par opération de contrôle, 45.00 € HT (par délibération du conseil municipal du 30/06/2011),
 - ✓ Contrôle avec visite sur le terrain : montant forfaitaire par opération de contrôle, 130.00 € HT (par délibération du conseil municipal du 30/06/2011).

* Instaurée au 1^{er} Janvier 2011 pour prise en compte de l'évolution de la Loi Grenelle II lors d'une vente immobilière.

Tous les contrôles sont facturés avec la facture d'eau émise par la commune.

2.3.5 Coûts de l'assainissement non collectif

2.3.5.1 Investissement et fonctionnement

Le coût d'investissement pour la mise en place d'une filière d'assainissement non collectif est très variable d'un abonné à l'autre, il dépend notamment :

- de la nature de l'opération (constructions neuves ou réhabilitations).
- de la qualité des ouvrages existants (fosses réutilisables ou à remplacer, etc...).
- de la nature des sols.
- des contraintes locales (fortes pentes, nécessité de relever les effluents, etc...).
- du dimensionnement des ouvrages (fonction de la taille et de l'occupation du bâti).

COOPERATIVE A.T.EAU

**Coût moyen d'une installation d'Assainissement Non Collectif complète :
8 100.00 € HT (donnée Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse).**

- Vidanges des ouvrages de prétraitement

Les dispositifs de prétraitement, fosses septiques ou fosses toutes eaux doivent être vidangées lorsque le volume des boues accumulées atteint 50% du volume total de la fosse.

Le coût de la vidange peut être estimé entre 320 et 350 euros.

Cet entretien est indispensable pour éviter le colmatage des fosses et pour empêcher tout départ de boues susceptibles de colmater les ouvrages de traitement à l'aval ou de nuire à l'environnement et à la salubrité publique si le rejet est direct.

- Renouvellement des filtres à sables

Un colmatage progressif des filtres à sable est généralement constaté après une dizaine ou une quinzaine d'années de fonctionnement des ouvrages malgré un entretien régulier. Un coût de renouvellement des ces installations est donc à prévoir, il peut être estimé à environ 3 000.00 € HT/15 ans, soit environ 200.00 € HT/an.

2.3.5.2 Répercussions financières

La totalité des coûts d'investissement et de fonctionnement des filières d'assainissement non collectif est à la charge des propriétaires des installations. Seul le contrôle est à la charge de la collectivité.

2.3.5.3 Les aides publiques potentielles

L'intervention de l'Agence de l'Eau vise à promouvoir l'assainissement autonome réalisé dans le cadre de la structure collective (maîtrise d'ouvrage assurée par une structure collective, dans un cadre contractuel avec les particuliers).

COOPERATIVE A.T.EAU

3. IMPACT DU SCENARIO RETENU SUR LE PRIX DE L'EAU

Le scénario d'assainissement retenu par la collectivité sur les secteurs zonés en assainissement collectif entraîne des extensions de réseaux de collecte (secteurs La Montagne, La Chaussère et Les Michallons).

Les investissements à réaliser sur les secteurs zonés en assainissement individuel sont à la charge des particuliers.

Les travaux retenus par la collectivité, ainsi que les impacts associés sur le prix de l'eau sont résumés dans le tableau suivant :

Schéma directeur d'assainissement / commune de SAINT NIZIER DU MOUCHEROTTE		
Scénarios retenus		
Nature des travaux	Coûts d'investissement* (en € HT)	Coûts d'exploitation (en € HT / an)
<u>SECTEUR LA MONTAGNE :</u> raccordement d'un immeuble de 12 logements au réseau existant au niveau du regard B5 via la création d'une antenne de 120 ml en Ø 200mm.	13 619 €	Pour mémoire
<u>SECTEUR LA CHAUSSERE :</u> création d'une antenne 180 ml/Ø 200mm pour raccordement de 5 habitations supplémentaires (raccordement au niveau du regard B3).	27 410 €	Pour mémoire
<u>SECTEURS LES MICHALLONS :</u> création d'une antenne 185 ml/Ø 200mm pour raccordement de 3 habitations supplémentaires (raccordement au niveau du regard M35).	22 726 €	Pour mémoire

* Chiffrage du schéma directeur de 2005 non réactualisé.

Il est important de mentionner ici, que l'étude du schéma directeur d'assainissement de SAINT NIZIER DU MOUCHEROTTE, avait pour objectif de déterminer le zonage d'assainissement et donc, de se positionner pour les secteurs non raccordés à ce jour et de réfléchir à optimiser la collecte dans les zones déjà desservies par un réseau.

COOPERATIVE A.T.EAU

Le prix de l'eau actuel et futur de l'assainissement collectif intégrera les programmes de travaux d'extension (et/ou de renouvellement-renforcement) de réseau.

Les redevances d'assainissement figurent sur la facture d'eau de chaque usager raccordé au réseau. Elles se composent de :

- 1 part proportionnelle aux m³ d'eau consommée.
- 1 part fixe.

La tarification pour l'année 2013 est la suivante :

- la redevance assainissement, proportionnelle au volume consommé, est de : 1,3621 € HT/m³. Elle se décompose comme suit :
 - Redevance assainissement commune de St Nizier : 0,46000 € HT/m³
 - Redevance SDA : 0,32960 € HT/m³
 - Redevance intercommunale METRO : 0,42250 € HT/m³
 - Redevance Modernisation des réseaux : 0,15000 € HT/m³
- la part fixe METRO est de 3,50 € HT/an.

Pour une consommation annuelle de 120 m³, la redevance assainissement s'élève donc à 166,95 € HT pour l'année 2013.

4. GESTION DE L'EVACUATION DES EAUX PLUVIALES

En ce qui concerne la gestion des eaux pluviales, il sera conseillé une approche préventive. Le principe de gestion prévaut à s'assurer de la non modification de l'état initial des débits de fuite des eaux pluviales suite à l'imperméabilisation ou à l'urbanisation d'une zone. Pour ce faire, toutes techniques visant à réduire le débit de fuite d'une zone imperméabilisée est conseillée (gestion à la parcelle avec ou sans stockage, infiltration,...).

4.1 Données générales

En tout état de cause, le règlement d'assainissement interne de la commune devra être respecté.

4.1.1 Zone d'assainissement collectif

Si des aménagements importants sont prévus à l'avenir, conduisant à la création de surfaces imperméables significatives, des mesures compensatoires devront être définies pour en limiter les conséquences (création de bassins de rétention des eaux pluviales, systèmes de rétention à la source, infiltration si la nature des terrains le permettent par exemple).

Des mesures préventives doivent être prises lors de l'urbanisation future qui pourrait entraîner l'imperméabilisation des surfaces. Afin de limiter les conséquences d'une possible extension à long terme sur la gestion des eaux pluviales, il faudra au maximum favoriser l'infiltration en place (lorsque les terrains sont adaptés) ou la rétention des eaux pluviales : création de bassin de rétention avant rejet en ruisseau ou fossé, mise en place de techniques alternatives (chaussées, réservoirs, stockage/infiltration à la parcelle, création de noues, etc...).

Notons que la création d'aménagements sur une emprise supérieure à 1 ha et inférieure à 20 ha est soumise à déclaration conformément au décret du 29 mars 1993 pris en application de la Loi sur l'eau, une notice d'incidence est d'ailleurs obligatoire.

Lorsque l'emprise est supérieure à 20 ha, l'aménagement est soumis à autorisation et une étude d'impact est nécessaire.

Notons que sur la commune de SAINT NIZIER DU MOUCHEROTTE, les projets d'urbanisation devront prendre en compte ces éléments.

4.1.2 Zone d'assainissement non collectif

Pour les habitations qui resteront en ANC, les eaux pluviales seront gérées par les particuliers avec, lorsque l'infiltration en place n'est pas envisageable, des évacuations vers des fossés existants et des stockages temporaires ou permanents sur les parcelles (étangs, mares, etc...).

Les fossés pourront être engazonnés sur les bords de route, la végétation pouvant fixer des charges polluantes et limitant les vitesses d'écoulement.

COOPERATIVE A.T.EAU

Il est préférable de limiter au maximum l'imperméabilisation des accès (trottoirs). Les fossés ralentiront les écoulements des eaux pluviales et de ruissellement et permettront une certaine infiltration.

Les eaux pluviales ne seront en aucun cas envoyées vers le dispositif d'assainissement autonome.

4.2 Secteurs exposés aux risques de glissement de terrain

L'infiltration des eaux pluviales est fortement déconseillée lorsque des risques de glissements de terrain sont répertoriés.

La gestion des eaux pluviales à la parcelle est conseillée, l'évacuation pouvant être réalisée par ruissellement vers un fossé en talweg après tampon éventuel.

4.3 Autres secteurs

Sur le reste de zones urbanisées et/ou urbanisables de la commune, il n'existe pas de contre-indications particulières concernant la gestion des eaux pluviales.

Il est conseillé d'évacuer les eaux de pluie via un système d'infiltration lorsque cela est envisageable, ce qui suppose une **étude préalable de la perméabilité du sol**, tout en envisageant dès que possible une récupération des eaux de pluie pour les besoins estivaux (arrosage,...).

Les techniques permettant de limiter la création de collecteurs pluviaux seront à privilégier (gestion à la parcelle avec ou sans stockage, infiltration, épandage,...)

La commune de SAINT NIZIER DU MOUCHEROTTE s'est dotée d'un schéma directeur de gestion des eaux pluviales, finalisé à la fin de l'année 2013. Les conclusions de ce document doivent donc être prises en compte pour tout projet qui entraînerait une augmentation de surface imperméabilisée. Ce document est joint à la présente note.

5. CONCLUSION

Les élus de la commune de SAINT NIZIER DU MOUCHEROTTE ont décidé de conserver la zone existante d'assainissement collectif et de l'étendre sur les parcelles constructibles à proximité des réseaux existants (voir PLU).

Pour les secteurs isolés, le scénario de l'assainissement non collectif est retenu. Ce choix est cohérent autant d'un point de vue environnemental (aucune pollution n'a été identifiée) que financier (l'impact financier des travaux de raccordement est trop important comparé au nombre d'habitations à raccorder).

Le SPANC (Service Public de l'Assainissement Non Collectif) sera chargé de contrôler la conformité des installations d'assainissement non collectif et de vérifier leur entretien. Les diagnostics établis à l'issue des visites du SPANC permettront d'apprécier plus précisément le fonctionnement et la conformité des dispositifs existants.

Dans la zone d'assainissement non collectif, l'habitat nouveau devra être évité ; ce qui est le cas au vu du PLU communal.

6. LISTE DES PLANS ET DOCUMENTS

- Plan du réseau et de zonage de l'assainissement collectif et non collectif.
- Rapport du diagnostic de l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif et carte des sols.
- Rapport du schéma directeur d'assainissement et plans de projets
- Rapport du schéma directeur de la gestion des eaux pluviales.
- Règlements du service de l'assainissement collectif
- Règlement du SPANC, service public de l'assainissement non collectif.